

**Les relations des
journalistes
économiques
et financiers avec
leur environnement**

Avec les institutions :
des avancées
et des reculs

Dans l'ensemble, les relations des journalistes économiques et financiers avec les grandes institutions – présidence de la République, Premier ministre, ministères, Insee, OCDE, Banque de France, BCE, Commission européenne, Fonds monétaire international, etc. – sont plutôt bonnes pour la collecte des informations. Internet y contribue largement, en simplifiant et accélérant la diffusion des communiqués et des rapports, en les rendant très accessibles sur les sites officiels, en facilitant l'archivage. La présentation sur les sites des ministères ou des institutions économiques de la composition des cabinets, du CV des ministres, de leurs agendas, des organigrammes, est une aide précieuse. L'accès aux bases de données, aux séries statistiques, aux documents de référence (Insee, Eurostat, Banque de France, BCE, OCDE, FMI...) est généralement rapide et simple. Certains sites très denses, voire touffus, exigent un « guidage », que les services de presse acceptent de faire la plupart du temps très patiemment.

Néanmoins, cet accès à l'information ne peut pas remplacer les contacts directs avec les institutions. De ce point de vue, l'évolution des pratiques paraît moins favorable au travail des journalistes. Beaucoup regrettent, notamment, que le ministre de l'Économie n'organise plus, comme cela se pratiquait il y a quelques années, des points de presse réguliers et ouverts à de multiples questions. Ces rencontres régulières avaient plusieurs avantages. Elles permettaient à TOUS les journalistes, quelles que soient la taille et l'ancienneté de leur média, d'avoir accès au ministre ou à ses conseillers et de les interroger sur les points mis à l'ordre du jour par le gouvernement, mais aussi de rebondir sur l'actualité ou de faire progresser les enquêtes des uns et des autres. Ces points d'actualité aidaient à aborder le fond des sujets et à aller au-delà de la « communication », vers l'« information ». Des points presse réguliers existent encore dans certaines institutions – au Medef notamment –, et sont très utiles.

Les conseillers en communication du ministère de l'Économie et des Finances ou des différents ministres de Bercy font valoir qu'un nombre

très important de conférences de presse, points presse ou déplacements de ministres largement ouverts aux journalistes sont organisés chaque semaine. Avec cinq ministres dans le pôle économie, finance, industrie et emploi, on peut avoir, certaines semaines, une dizaine de rencontres de ce type ! Toutefois, ces rendez-vous sont de plus en plus souvent organisés pour permettre aux journalistes de faire de belles images avant les « grands rendez-vous » que sont le 13 heures, le 19-20, le 20 heures et autres journaux télévisés, tandis que les radios recueillent un « son ». L'exemple le plus flagrant aura été une conférence de presse à Bercy d'un ministre du Budget, qui a interrompu sa présentation pour enregistrer les interviews télé à temps avant le journal de 13 heures ! Quand un ministre de l'Industrie se rend dans un laboratoire pharmaceutique de la région parisienne pour rencontrer les syndicats, il est accompagné d'un bus de journalistes, qui n'ont que quelques minutes pour lui poser des questions. Comme elles ne rendent guère possible d'aller au fond des dossiers, ces conférences sont parfois délaissées. C'est d'autant plus fréquent maintenant que les journalistes travaillent à la fois pour leur journal ou leur radio et pour leur site Internet et courent après le temps.

Des *briefings* ou des rencontres en comité restreint sont parfois organisés par les directeurs des ministères ou des institutions pour faciliter le dialogue et les questions/réponses sur le fond. Il faut saluer notamment les réunions de préparation organisées par le cabinet du ministre de l'Économie et la Direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPE), avant les grandes réunions ou sommets internationaux, avec un volet *on* et un volet *off* très précieux. Ou encore les petits-déjeuners réguliers du gouverneur de la Banque de France. Ce sont d'excellentes initiatives. Le problème est l'« élitisme » de ces réunions ou leur caractère restreint. Ne sont invités aux points du Trésor que les *Bercy watchers*, les journalistes d'agences et de quotidiens qui suivent Bercy au jour le jour. La Banque de France, elle, a un faible pour les grands quotidiens nationaux et étrangers, les radios et les éditorialistes.

On peut notamment regretter que les techniciens des différentes institutions, du ministère de l'Économie à la Banque de France en passant par l'Insee, ne soient pas plus facilement accessibles aux journalistes. Même s'ils ne peuvent pas être cités, ils pourraient plus souvent aider les journalistes à décrypter les séries statistiques ou les documents techniques et à leur fournir le contexte historique et réglementaire.

Une initiative doit être saluée : la mise en place des « ateliers de Bercy » sous l'égide de l'Ajef et du Codice (Conseil pour la diffusion de la culture économique) pour le ministère de l'Économie, et des « ateliers de l'OCDE » à l'initiative de l'Ajef. Des journalistes et des étudiants peuvent ainsi rencontrer de manière assez informelle les directeurs du ministère de l'Économie et ceux de l'OCDE pendant 1 h 30, pour une présentation de leur direction ou d'un thème plus précis, suivie d'une discussion. Par exemple, ces ateliers peuvent être l'occasion de faire une présentation très détaillée et utile des enjeux des sommets du G20. La règle qui prévaut lors de ces réunions est celle dite de « Chatham House », qui veut que l'on puisse utiliser ce que dit son interlocuteur, mais sans citer la source. Peut-être pourrait-on envisager que la Banque de France et l'Insee se joignent à ces initiatives.

On peut aussi noter que les grandes institutions internationales – OMC, BCE, etc. –, conscientes de la complexité des sujets qu'elles traitent, organisent des sessions de formation pour les journalistes. Elles permettent d'accueillir chaque année un groupe relativement restreint de professionnels et de leur faire rencontrer les grandes figures de la maison. Ces petits groupes, souvent composés de personnes venant de pays ou d'horizons différents, offrent la possibilité d'échanges de points de vue et donnent aux journalistes l'occasion d'élargir leur vision.

À un moment où les journaux ont des budgets très resserrés pour les reportages et la formation, où les journalistes ont de moins en moins de temps pour écrire des articles sur des sujets pourtant de plus en plus complexes,

internationaux et multidimensionnels, ce type de programmes de formation nous paraît devoir être encouragé.

Pour chacune de ces rencontres, les règles doivent être claires, notamment sur la manière dont les propos des uns et des autres peuvent être reproduits, et sur le jour et l'heure auxquels les informations peuvent être diffusées lorsqu'un document ou une présentation sont donnés sous embargo. Il arrive encore trop fréquemment que de tels embargos ne soient pas respectés pour le plaisir de faire un (faux) *scoop*, dont Internet peut faciliter la diffusion. C'est évidemment regrettable pour tout le monde.